

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 126

Du 1^{er} mai au 14 mai 1972

LE NUMERO :

0,80 F

Leur Premier Mai et le Nôtre

Prolétaires, Camarades,

C'est en 1889 que le Congrès international ouvrier socialiste de Paris décida qu'à la date du 1er Mai, déjà fixée par la Fédération Américaine du Travail, aurait lieu chaque année une grève concertée et une manifestation de tous les ouvriers de l'Ancien et du Nouveau Monde.

« Poursuivant l'affranchissement du travail, l'abolition du salariat et la création d'un ordre de choses dans lequel, sans distinction de sexe ni de nationalité, tous et toutes auront droit aux richesses issues du travail commun », le Congrès voulait que « dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois les travailleurs mettent le même jour les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail à 8 heures et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris ».

Ce sont nos arrière grands-pères qui manifestèrent pour la première fois le 1er Mai, en 1890. Pour eux, cette manifestation était à la fois la commémoration des martyrs de la répression bourgeoise et un défi à la classe capitaliste, l'expression d'une volonté de résistance à l'exploitation patronale et d'un espoir d'émancipation totale, une manifestation ouvrière à l'échelle de tout un pays et l'affirmation de la communauté d'intérêts des prolétaires révolutionnaires par-dessus les frontières des Etats bourgeois.

La bourgeoisie d'alors haïssait et redoutait ces 1er Mai rouges où le drapeau « teint du sang de l'ouvrier » devenait le maître de la rue dans toutes les capitales et les grandes villes de tous les pays possédant quelque industrie, tandis que dans toutes les langues civilisées retentissait l'Internationale. La bourgeoisie avait raison : ces 1er Mai-là n'étaient pas des cérémonies démocratiques inoffensives : c'étaient des manifestations concertées de la lutte de classe internationale de l'époque, les « grandes manœuvres » d'une révolution encore lointaine.

Le fait que cette révolution ne se soit pas encore produite ne prouve pas qu'elle ne se produira jamais. Le fait que la classe ouvrière n'en ait pas encore été capable — sauf en Russie en 1917, où elle a d'ailleurs été hypocritement et cruellement étouffée par la suite — prouve moins encore qu'elle a cessé d'être nécessaire. Quarante-vingt deux ans après la première manifestation historique du 1er Mai, les morts prolétaires, victimes des répressions et des guerres capitalistes, ne se comptent plus par milliers, mais par millions : quatre-

Prolétaires, Camarades,

Trahissant les aspirations socialistes du Congrès international de 1889, les fils des manifestants des premiers 1er Mai historiques sont partis en 1914 s'entretenir sur les fronts de la première guerre impérialiste,

vingts millions au bas mot depuis 1914. Au cours de toutes ces années, la durée du travail n'est nulle part descendue au-dessous des 8 heures qui faisaient l'objet des revendications de 1890.

Dans les pays avancés, les ouvriers sont sans doute moins pauvres, mais ils n'en sont que plus esclaves. Ailleurs ils souffrent toujours de la faim. Partout l'expansion du capital engendre le chômage non seulement des ouvriers, mais de multiples catégories de salariés, y compris de ceux qui, comme les scientifiques américains, se croyaient protégés par « leur haute qualification ». Nulle part l'avenir n'est sûr, parce que partout la concurrence pousse à un bouleversement continu de la production qui n'enrichit les uns qu'aux dépens des autres, ruine ou déracine des catégories entières, déclassé ou rejette de l'activité sociale des centaines de millions d'hommes dans le monde.

Quant à la « paix » mondiale, qu'est-elle d'autre qu'une complicité des grandes puissances dans la violence ouverte ou larvée qu'elles font subir aux petites et surtout qu'une abdication générale et qui englobe jusqu'aux puissances soi-disant « socialistes » devant la piraterie yankee ? Sur quoi repose-t-elle exclusivement, si ce n'est sur la suprématie des U.S.A. qui, pour être aujourd'hui écrasante, ne saurait être éternelle ?

Combien insensés sont donc tous ceux qui, se croyant plus avisés que leurs camarades des générations disparues, sourient de la « naïveté révolutionnaire » des anciens 1er Mai et croient pouvoir se passer de la lutte de classe et de l'union internationale de tous les prolétaires !

tandis que la Seconde Internationale s'écroulait. Nulle part, sauf dans la Russie bolchevique de 1917, ils n'ont eu la force d'attaquer la démocratie bourgeoise, d'instaurer leur pouvoir révolutionnaire et de renverser

le capital. Voilà pourquoi la plus féroce réaction a pu s'abattre sur l'Italie, sur l'Allemagne, sur l'U. R. S. S. elle-même au temps de Staline, et sur tant d'autres pays. Voilà pourquoi, après que l'Internationale Communiste eut fait faillite à son tour en peu d'années, les petits-fils ont dû partir eux aussi en 1939 terminer la guerre européenne et mondiale que la glorieuse révolution bolchevique avait forcée la bourgeoisie d'arrêter prématurément. Voilà pourquoi, trompés par la bourgeoisie triomphante et par des « socialistes » et « communistes » renégats éhontés, ils se sont battus avec un ardeur aveugle pour le plus grand bien du capital, soit dans les armées régulières, soit dans les formations de partisans ; pourquoi ils ont subi sans grands murmures les exigences draconiennes de la reconstruction, et pourquoi nous restons des esclaves salariés 82 ans après la première manifestation internationale concertée de tous les ouvriers avancés !

(Suite page 4)

Chômage galopant

Un rapport du Marché Commun évalue à 2.100.000 les chômeurs de la Communauté Européenne, 400.000 de plus qu'en janvier 1971, sans compter ceux qui ne sont employés que partiellement.

L'Italie vient en queue pour les salaires, mais en tête pour le chômage avec 1.112.000 sans emploi officiellement, contre 989.000 en janvier 1971 et 150.000 émigrés en plus. En Belgique, les sans-travail sont passés, selon le rapport, de 66.000 à 86.000, en Allemagne de 175.000 à 270.000, en France de 375.000 à 521.000, en Hollande de 66.000 à 114.000.

Il est particulièrement intéressant de noter que l'Allemagne, pays du miracle économique, commence à présenter, avec l'augmentation du chômage, les symptômes d'un... contre-miracle.

Les statistiques bourgeoises ne sont jamais exactement comparables et on doit ajouter que la plus grande partie des chômeurs supplémentaires date du début de cette année : les chiffres du Marché Commun sont donc en retard. De toutes façons, le correspondant du journal italien "La Stampa" à Bonn, annonçait le 9 février que le nombre des chômeurs en janvier s'était accru de 106.000 unités par rapport à décembre (soit 39,2 % d'augmentation), ce qui avait porté à 376.000 le nombre des sans-travail, soit 1,7 % de la main-d'œuvre totale.

Il faut cependant ajouter à ces chiffres 314.000 ouvriers à horaire réduit, contre 181.000 en décembre. Dans l'ensemble, « on a donc actuellement en Allemagne presque 700.000 personnes qui ou bien n'ont pas d'occupation, ou bien sont contraintes à des vacances forcées », sans compter qu'en janvier, 112.000 ouvriers étrangers sont rentrés chez eux, « sauvant de cette façon l'emploi d'autant d'Allemands ».

Que les théoriciens du « capitalisme en expansion » et du « progrès sans crise » nous expliquent un peu tout cela !

Sur le mot d'ordre de "l'Europe des travailleurs"

« Qui prodest ? » A qui cela profite-t-il ? Telle est la question que se pose tout policier au début d'une enquête criminelle, et il faut bien reconnaître que cette question est tout à fait censée dans une société déchirée par l'antagonisme des intérêts privés. « Qui prodest ? », c'est aussi la question que nous nous poserons devant un étonnant phénomène politique, que nous qualifierions de monstruosité si nous n'avions l'habitude, dans cette époque de contre-révolution, de vivre la monstruosité permanente.

Voici les faits : dès l'annonce de l'organisation d'un référendum sur "l'élargissement" de la communauté européenne, neuf organisations révolutionnaires adoptent une "position commune" et publient un communiqué qui se termine par cette proclamation : « A l'Europe du patronat, opposons l'Europe des travailleurs qui se construit dans les luttes ! » Fortes paroles. Cependant, au même moment se réunissaient aussi une vieille barbe et une vieille pipe, un ancien ministre tricolore et un ancien syndicaliste tout jaune, Messieurs Buron et Jeanson. Eux aussi méditent le problème ; au terme de leur réflexion, ils s'adressèrent finalement au nom de leur organisation "Objectif Socialiste", au Parti Communiste Français et au Parti Socialiste, pour leur proposer un thème "clair et significatif", qui puisse être retenu par tous pour la campagne du référendum. Et devinez quel est ce thème ? "Non à l'Europe du Capital, oui à l'Europe des travailleurs !" "habile" qu'il ne se différencie nullement d'un mot d'ordre bourgeois.

Interrogeons-nous donc sur les mobiles qui ont fait se rejoindre sur la même position la social-démocratie la plus éculée, et le trotskysme le plus "extrémiste", et nous aurons en même temps résolu le problème. Pourquoi Buron prône-t-il "l'Europe des travailleurs" ? Parce qu'il sait que ce mot d'ordre convient pleinement aux bourgeois de l'opposition, qui tout en promettant aux ouvriers de meilleures assurances sociales, assurent leur bourgeoisie nationale qu'ils adhèrent pleinement à sa politique extérieure, qu'ils sont des partisans de l'Europe. Ils tentent de faire adhérer les travailleurs au nom d'opposition et même du socialisme, à l'idée même de l'Europe.

Pourquoi les trotskystes ont-ils prôné l'"Europe des travailleurs" ? Parce que la question de l'Europe était posée par l'actualité, parce qu'il faut se faire comprendre des masses, parce que dans leur esprit ce mot d'ordre opère en quelque sorte une... transition entre le nationalisme et l'internationalisme.

« Qui prodest ? » Qui gagne ? Buron et Jeanson sans aucun doute. Nul ne sait si leur Europe doit être plus ou moins sociale que celle des trotskystes. Mais nul travailleur ne voit les trotskystes s'opposer à l'idée même de l'Europe.

Nous communistes, à l'Europe bourgeoise, et surtout à la pré-

tendue "Europe des travailleurs", quels qu'en soient les promoteurs et quelles que soient leurs intentions (seuls les faits comptent en politique), nous opposons l'internationalisme prolétarien, pour lequel les prolétaires n'ont aucune patrie, ni une petite, ni une grande. Nous combattons l'idée même de l'Europe, qui se réalisa sous la botte du Troisième Reich, fut détruite par la Russie et l'Amérique, et n'est plus aujourd'hui qu'une utopie réactionnaire, visant à dresser un nouvel impérialisme entre les impérialismes existants.

L'Europe n'a de réalité qu'opposée à la Russie et à l'Amérique, dans la tête de quelques bourgeois utopistes. Pour les prolétaires internationalistes, elle n'est ni un point d'aboutissement, ni un point de passage nécessaire, mais simplement un hochet visant à les attacher à la politique impérialiste de quelques bourgeois défaits. Qui est pour l'Europe ne peut pas être pour les travailleurs. Qui est pour les travailleurs ne peut pas être pour l'Europe, mais pour la révolution internationale.

Et pour conclure évidemment sur des perspectives moins lointaines, qui est pour le communisme ne peut pas prendre le parti de ces écervelés de "gauchistes" qui, caquetant sans réfléchir à propos de la révolution, ne s'étonnent même plus lorsqu'ils font tout simplement écho à la social-démocratie la plus éculée.

PERMANENCES DU PARTI

- ♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- ♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "Prolétaire", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :
" LE PROLETAIRE "
B. P. 375
13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Religion et marxisme sont inconciliables

Le marxisme, c'est bien connu, n'est pas l'élaboration d'a priori philosophiques, de concepts purs, ni de constructions rationnelles ; il tire de faits réels, expérimentaux, de rapports matériels, économiques et sociaux entre les classes et entre les hommes, des confirmations et des déductions corroborant sa doctrine du cours historique de l'espèce humaine, depuis l'organisation ancestrale du communisme primitif — à travers les diverses formes et modes de production successifs dans lesquels ces rapports ont eu des valeurs différentes — jusqu'à cette vision sûre et lumineuse du communisme scientifique qui supplantera l'infâme société actuelle.

Or, un des faits que les pseudo-communistes d'aujourd'hui prétendent avoir découvert dans la complexité de l'actuel moment historique, serait qu'« aujourd'hui, un chrétien peut être marxiste en ce qui concerne la conception de l'histoire et la science de la révolution prolétarienne » ("Rinascita", n° 48, 1971, sous la plume d'un certain Lombardo Radice).

Quelle conclusion logique en tire un « chrétien évangélique communiste » ? La voici : « A mon avis, il serait utile et fructueux, pour la classe ouvrière internationale et pour la détente dans une grande partie du monde, que les partis communistes, à commencer par le P. C. italien, reconnaissent l'existence spirituelle de Dieu, l'existence de Jésus-Christ et l'autorité religieuse de la Bible en opposition aux missels et aux catéchismes de toute espèce » ("Rinascita", n° 52, 1971).

Mais cela ne suffit pas. Après cet acte de reconnaissance de la valeur suprême du christianisme comme vraie religion par opposition à toutes les autres fausses religions, voilà indiqué par l'« évangélique communiste » le deuxième but et le plus important d'une action théorique et propagandiste digne du P. C. italien : « Dans le but d'obtenir l'appui politique et syndical d'un plus grand nombre de croyants, la presse communiste ferait une excellente chose si elle critiquait l'athéisme théorique qui subsiste dans l'idéologie marxiste, en confirmant le marxisme sous tous ses autres aspects ».

Comme on voit, les stalinien-

d'au-delà des Alpes sont allés encore plus loin dans la voie du dialogue avec l'Eglise que nos Marchais et nos Garaudy. Elections en pays très chrétien obligent...

Nous reconnaissons pleinement au P. C. italien et à tous ses pareils le droit d'« élaboration théorique » et d'« aggiornamento » de leur « idéologie », et nous reconnaissons également au grand parti stalinien sa capacité (?) de critiquer l'un ou l'autre aspect fondamental du marxisme — de la méthode du déterminisme économique à la dictature du prolétariat, en passant par le rôle du parti avant, pendant et après la révolution — en croyant confirmer le marxisme « sous tous ses autres aspects ». Quant à nous, nous savons bien que la doctrine marxiste s'accepte ou se refuse en bloc. Celui qui s'imagine pouvoir en « critiquer » un aspect en laissant debout tout le reste, ruine complètement tout l'édifice ou, pour mieux dire, est complètement étranger à la doctrine marxiste. C'est là une thèse classique de notre courant et de lui seul.

Théorie économique et sociale, tactique et stratégie politiques, négation de la validité de la religion en tant que porteuse d'une vision de l'histoire, sont autant d'aspects qui sont partie intégrante d'un programme unitaire qu'on accepte ou refuse en bloc. « Toute religion n'est rien d'autre que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominent leur existence quotidienne, reflet dans lequel les puissances terrestres prennent la forme de puissances supra-terrestres » (Engels, "Anti-Dühring", p. 355, Ed. Soc.).

A l'aube de l'Histoire, les premiers groupes humains, encore grossiers et impuissants devant les forces de la nature et ignorant leurs propres forces, à peine plus « productifs » que les animaux, sont naturellement d'un niveau technologique très bas. Les rapports entre les hommes sont fondés presque exclusivement sur les rapports de consanguinité. L'organisation sociale est basée sur le besoin de sauvegarder certains intérêts communs. A ce niveau d'organisation économique et sociale, les « puissances terrestres » qui « prennent la forme de puissances supra-terres-

tres » sont surtout les puissances de la nature. Dans la suite du développement, ces forces et ces formes passent chez les différents peuples par les personnifications les plus diverses et les plus bigarrées.

Avec le développement des forces productives qui permet de produire non seulement le strict nécessaire à la vie du travailleur, mais encore un surplus assez important pour que puisse apparaître la division du travail entre couches productives et improductives, et avec l'augmentation de la population qui découle de ce développement, les anciennes communautés naturelles se transforment en sociétés basées sur l'esclavage. La propriété privée naît alors, en étroite liaison avec ce développement des forces productives.

Au fur et à mesure que l'échange détruit l'ancienne division naturelle du travail, les fortunes individuelles deviennent toujours plus inégales, la société se divise en classes : les rapports des hommes entre eux et avec la nature sont réglés par les rapports de classes. En conséquence, à côté des puissances naturelles, des forces sociales entrent aussi en action et se dressent face aux hommes, tout aussi étrangères et au début, tout aussi inexplicables, et elles les dominent avec la même apparence de nécessité naturelle que les forces de la nature. « Les perceptions fantastiques dans lesquelles ne se reflétaient au début que les forces mystérieuses de la nature, reçoivent par là des attributs sociaux, deviennent les représentations de puissances historiques » (Engels, ibidem).

Les forces productives continuent à se développer. A un certain moment apparaît la forme de production féodale. L'histoire économique, sociale, politique et culturelle du Moyen-Age a son épice à la campagne. Après le démembrement de la propriété commune du sol par la propriété privée, celle-ci est « confiée » à un seigneur féodal qui occupe la terre communale et représente l'autorité supérieure (théoriquement l'Empire universel). Le travailleur est séparé de la propriété du sol, mais il n'est pas « libre » : il est serf de la glèbe, il travaille la terre qu'il ne possède pas et fournit des prestations personnelles au seigneur. Les rapports sociaux se cristallisent dans une opposition entre la classe directement productive des paysans asservis et celle, fortement hiérarchisée, des seigneurs féodaux.

Ce nouveau stade de développement des forces productives et des rapports sociaux se reflète dans la sphère religieuse : l'ensemble des attributs naturels et sociaux de tous les dieux est reporté sur un seul dieu tout-puissant, qui n'est lui-même à son tour que le reflet de l'homme abstrait. C'est ainsi que s'est renforcé le monothéisme qui prédomine depuis cette époque, alors qu'il fut dans l'histoire le dernier produit de la philosophie grecque (Hymne à Zeus, de Cléante) et qu'il trouva son incarnation toute prête dans le Dieu national des Hébreux, Jahvé.

Depuis lors la religion resta monothéiste, car cette forme était plus propre que toute autre à refléter les contenus successifs de l'aliénation économique et sociale d'une classe. « Sous cette figure commode, maniable et susceptible de s'adapter à tout, la religion peut subsister » comme forme immédiate, c'est-à-dire sentimentale, de l'attitude des hommes par rapport aux puissances étrangères, naturelles et sociales, qui les dominent, tant que les hommes sont sous la domination de telles puissances » (Engels, "Anti-Dühring", p. 356, Ed. Soc.).

Le développement des forces de production capitalistes et la consolidation du nouveau type de rapports sociaux qu'elles instaurent n'ont rien changé à l'aliénation du travail ni à la séparation entre le produit social et les travailleurs, au contraire il les a aggravés.

Le puissant développement des

forces productives implique la transformation des moyens de production individuels, en moyens de production sociaux, qui ne peuvent être utilisés que par un ensemble d'hommes ; mais en même temps la production sociale s'oppose de plus en plus clairement à l'appropriation capitaliste. Les producteurs ont de ce fait perdu tout contrôle sur leurs propres rapports sociaux. Il est clair que l'exigence de produire toujours plus et à meilleur marché, typique de la société capitaliste (et donc claironnée par tous les pays, y compris par ceux de l'Est qui se prétendent hypocritement "socialistes" !), implique le fait que « plus l'ouvrier travaille, plus puissant devient le monde extérieur, étranger et objectif qu'il crée en face de lui, et plus pauvre il devient, lui, moins il possède. Comme dans la religion » (Marx, "Manuscrits économique-philosophiques", 1844).

Dans la société bourgeoise, les hommes sont dominés par les rapports économiques qu'ils ont eux-mêmes créés, par les moyens de production qu'ils ont eux-mêmes produits, comme par une force étrangère. De ce fait, dans cette société plus encore que dans celles qui l'ont précédée, subsiste la base effective et matérielle de la religion, et avec elle le reflet religieux lui-même.

La religion est donc inséparable de la société divisée en classes et elle en constitue une super-structure culturelle et idéologique typique. Le marxisme, reflet dans le domaine théorique des contradictions inhérentes au mode d'organisation sociale du monde capitaliste, est en même temps la seule « science » de l'histoire et il exclut toutes les autres interprétations ; c'est une méthode d'investigation des sociétés tant passées que présentes, qui met en lumière leurs contradictions irréductibles, mais qui trace aussi avec certitude les caractéristiques de la société future. C'est pourquoi il est inconciliable avec tout autre type d'interprétation de l'histoire. Soutenir que marxisme et religion sont compatibles, n'a pas plus de sens que de soutenir qu'on peut concilier marxisme et théorie aristotélicienne, ou marxisme et théorie bergsonnienne. Il est vrai que l'économie bourgeoise et, dans une certaine mesure, même la « science » bourgeoise, au moins dans ses origines, donnent accès à une certaine connaissance de l'enchaînement causal de ce monde de rapports économiques et sociaux qui est, pour la classe des producteurs, une domination tout à fait étrangère à sa conscience et à son activité, mais cela ne change rien de fondamental.

De même que l'économie bourgeoise ne peut éviter les crises, ni garantir le capitaliste individuel contre les pertes et les faillites, elle ne peut pas, à plus forte raison, éviter à l'ouvrier le chômage et la misère. Cette incapacité des hommes à contrôler les rapports économiques et les moyens de production qu'ils produisent eux-mêmes, est bien traduite dans la conscience religieuse par le dicton populaire : « l'homme propose et Dieu dispose ». Dieu, c'est-à-dire la domination étrangère du mode de production capitaliste. Laissons parler encore une fois Engels, toujours si clair : « La simple connaissance, quand même elle irait plus loin et plus profond que celle de l'économie bourgeoise, ne suffit pas pour soumettre des puissances sociales à la domination de la société. Il y faut avant tout un acte social. Et lorsque cet acte sera accompli, lorsque la société, par la prise de possession et le maniement planifié de l'enchaînement des moyens de production, se sera délivrée et aura délivré tous ses membres de la servitude où les tiennent présentement ces moyens de production produits par eux-mêmes, mais se dressant en face d'eux comme une puissance étrangère accablante ; lorsque donc l'homme cessera de simplement proposer, mais aussi disposera, — c'est alors seulement que disparaîtra la dernière puissance étrangère qui se reflète

encore dans la religion, et que par là disparaîtra le reflet religieux lui-même, pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter » (Engels, "Anti-Dühring").

Le fait historique des religions, les diverses théories religieuses et leurs représentations successives sont donc pour le marxisme des effets, des superstructures idéologiques du degré de développement auquel arrivent les forces productives et elles reflètent donc indirectement et de façon renversée les différentes formes de production qui se sont succédées dans l'Histoire. Elles ne disparaîtront que lorsque la société ne sera plus divisée en classes et que l'idéologie d'une époque ne sera plus celle de la classe dominante, mais que l'espèce humaine constituera un tout unitaire qui aura enfin acquis pour lui-même la capacité d'agir, de vouloir et de décider librement, car alors les forces économiques et les rapports sociaux ne se dresseront plus comme des puissances étrangères en face d'elle, mais seront dominées et réglées par elle, et cela ne se réalisera qu'avec le communisme.

Dans l'époque infâme que nous vivons, les doctrines autrefois farouchement opposées l'une à l'autre se fondent et se confondent toujours plus les unes avec les autres, se reniant elles-mêmes ; tous modernisent leurs propres dogmes, dans leur quête de fronts uniques toujours plus larges, et donc hybrides ; l'Eglise catholique elle-même, adhérant à la formule de la « coexistence pacifique entre pays à régime capitaliste et à régime socialiste » (quel socialisme !) se fait promotrice du front unique de toutes les églises pour mieux raffermir le compromis avec les puissances du capitalisme.

Aujourd'hui plus que jamais, le programme communiste né au milieu du 19^e siècle et restauré par la gauche communiste à travers un siècle de refus de l'immonde culture bourgeoise, dissipe les ombres du passé et annonce la mort aux ignobles mythes de l'église, de la nation, de la démocratie et de la paix. Aujourd'hui plus que jamais, à la face de tous les renégats, nous lançons ces vérités proclamées par Marx, Engels, Lénine : « La guerre de classe et l'extermination de l'opprimeur, la dictature du parti des opprimés, l'arc magnifique qui va de la foi (étape qui eut son utilité il y a 2000 ans) à la Raison (étape qui eut la sienne il y a deux siècles) à la force de classe qui triomphe du savoir de la classe des tyrans modernes, des vampires d'aujourd'hui, les bourgeois mercantilistes ».

Aujourd'hui comme il y a dix ans, nous ne pouvons que crier au prolétariat prisonnier des mythes de la religion ou de la science : « Non à la foi chrétienne ! Non à la science bourgeoise ! Oui à la dictature de la force vivace du prolétariat qui libérera un jour l'homme de la dictature de toutes les ténèbres ».

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1972

LISTE N° 3

J. C., 10 ; Yves, 10 ; Ornello, 18 ; S., 80 ; Dinch, soutien, 20 ; Monique, soutien, 15 ; A la réunion générale, 3.278,40 ; Philippe, 25 ; Denis, 40 ; Jean, soutien, 25 ; S. Mars, 100 ; François, 90 ; Vive le P.C.I., 20 ; Un camarade Spadois, 25 ; Germaine, soutien, 5 ; R. et R., 90 ; Paris, janvier, 435,80 ; Jean, soutien, 25 ; Yves, 20 ; Piccino, 55 ; Pour tract Renault, 45 ; Cavaillon, 70 ; Nantes, soutien, 5 ; Strasbourg, 75 ; Marc, soutien, 5 ; Denis, Mars, 50 ; Paris, mars, 407 ; Paris, février, 3.442,35 ; Souscription générale, 500 ; Théo, 26,25 ; François, 120 ; S., 140 ; Un camarade Spadois, 25 ; R. et R., 90 ; Carlo, 95 ; Lakdar, 100.
Total Liste n° 3 ... 9.637,20 F
Total précédent.. 10.643,00 F
Total général 20.280,80 F

Auto-gestion fédérale

Un « socialisme » délibérément fondé sur l'unité-entreprise et qui en proclame l'autonomie est la copie conforme du capitalisme.

Entre entreprise et entreprise, individu et individu, et donc entre clochers et entre régions règne une guerre de « tous contre tous », chacun étant jaloux de son autonomie et prêt à lui sacrifier le voisin.

Il ne faut donc pas s'étonner si en Yougoslavie chaque entreprise « auto-gérée » ne se préoccupe que de ses propres affaires, et que chacun de ses membres en fasse autant ; il ne faut pas s'étonner davantage s'il existe des entreprises prospères et des entreprises en faillite dont les membres vont chercher du travail à l'étranger, c'est-à-dire (voyez un peu !) dans des pays capitalistes déclarés ; s'il y a des régions riches et des régions pauvres, fédérées certes, mais en conflit permanent. Rien de surprenant alors que tout comme les individualismes et les patriotismes d'entreprise, les nationalismes se rallument de plus belle.

Si Tito intervient en Croatie pour réprimer les forces centrifuges que semblable à l'apprenti sorcier, son régime a suscitées. si « de façon imprévue » on voit à nouveau en scène rien de moins que les... Oustachis de funeste mémoire, et si le chef de l'Etat yougoslave doit intervenir avant que le phénomène ne fasse tache d'huile, il ne sauvera pas par ce moyen le « socialisme », mais ne fera que perpétuer un système régi par le principe : « Mors tua vita mea ».

Les véritables bénéficiaires des éternels principes de liberté et d'autonomie en Yougoslavie ne sont pas tant les Serbes ou les Slovènes que les partenaires capitalistes étrangers de l'heureuse république fédérale yougoslave. Déjà habitués depuis longtemps aux villes touristiques à bon marché d'Istrie et de Dalmatie, ceux-ci pourront désormais profiter de l'avantage supplémentaire présenté par la dévaluation du dinar, seule monnaie qui ait suivi le dollar dans sa chute et l'ait même coiffé au poteau, ce qui montre bien les liens très étroits qui subordonnent le « socialisme » yougoslave au marché capitaliste mondial.

Bien plus, un décret récent a aboli l'obligation pour les investisseurs étrangers en Yougoslavie de réinvestir sur place 20 % des profits réalisés. Comme si cela ne suffisait pas, un « amendement constitutionnel » protège les capitalistes étrangers contre d'éventuels changements de législation après la conclusion du contrat s'ils sont susceptibles de leur nuire.

Les Croates n'ont pas à se féliciter du règne de Sa Majesté Tito, mais choysés comme il faut, les investisseurs étrangers jouissent en paix du droit de... « s'auto-gérer » !

MARXISME ET QUESTION SYNDICALE

(Rapport à la réunion générale du Parti)

1) Dès son origine, le parti prolétarien se distingue de toutes les formes d'utopisme en montrant que la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise en société socialiste sera l'aboutissant d'un *mouvement réel* de la classe opprimée de la société présente culminant dans la révolution politique, c'est-à-dire l'insurrection armée, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, et non pas de la « propagande et de la mise en pratique de plans de société... fabriqués de toutes pièces » par « des inventeurs de systèmes » (Manifeste Communiste).

2) Ce « mouvement réel » nous devons l'étudier dans quatre phases historiques successives : à l'aube du capitalisme ; dans la « phase idyllique » du capitalisme d'avant 1914 ; au lendemain de la première guerre mondiale, puis au lendemain de la seconde et jusqu'à aujourd'hui.

Il commence, dit le *Manifeste*, « avec l'existence même du prolétariat ». A ce stade, « le prolétariat forme une masse disséminée... et émietée par la concurrence ». Les luttes sont encore plus ou moins isolées, et s'« il arrive que les ouvriers se soutiennent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour abattre ses propres ennemis, doit mettre en branle le prolétariat tout entier ». A ce stade, la condition d'existence du capital, le salariat, « repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux » ; rien ne freine ni ne limite la soif de plus-value du patronat, si ce n'est la nécessité de laisser l'esclave salarié en vie pour qu'il produise et reproduise du capital.

Le salaire est tout entier déterminé par la loi de l'offre et de la demande sur le marché du travail qui le fait osciller tantôt au-dessus, mais surtout au-dessous du minimum physiologique, ce que Marx appelle le salaire social — et qui correspond aux besoins non purement physiologiques que la classe ouvrière contraindra plus tard la classe bourgeoise à reconnaître grâce à l'association — étant inexistant, ou réduit au minimum, sauf pour une mince aristocratie ouvrière.

3) Dans ces conditions, la simple « union par l'association », la « formation de coalitions contre les bourgeois pour la défense des salaires » et même « d'associations permanentes dans ce but » a déjà un caractère « révolutionnaire », parce qu'elle tend à briser l'isolement des ouvriers, condition sans laquelle la bourgeoisie ne peut plus se faire passer pour la représentante des intérêts de toute la société, ni par conséquent faire passer la démocratie pour l'ultime conquête possible sur le terrain *politique* en tant que solution achevée de tous les problèmes sociaux.

A cela s'ajoute que l'association ouvrière permanente est une nécessité vitale pour empêcher la bourgeoisie d'imposer aux ouvriers un sort aussi misérable, mais beaucoup plus incertain que celui des esclaves, en jouant sur la concurrence qu'ils se font entre eux, en même temps que sur la dépréciation de la valeur de la force de travail provoquée par l'introduction croissante des machines

qui rend le travail plus facile et réduit l'apprentissage nécessaire.

Pourtant dès cette époque où le « succès immédiat » de la lutte revendicative est pourtant une condition de vie ou de mort pour des ouvriers encore privés de toute réserve et vivant dans les conditions bestiales décrites dans « La situation des classes laborieuses en Angleterre » (Engels) et dans « Le Capital » (Marx), c'est une caractéristique distinctive du communisme, non seulement de montrer que tous les « triomphes » des ouvriers dans de telles luttes sont « éphémères » (puisque les lois du marché jouant sans aucune limitation, ce qui a été obtenu hier peut être anéanti demain, le rapport salarial n'ayant pas été le moins du monde entamé), mais d'affirmer que « le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs » (*Manifeste Communiste*).

4) Contre tous les utopistes qui ne veulent voir dans les ouvriers que la classe souffrante de la société, une classe dépourvue de toute dynamique propre, le *Manifeste* montre que le développement même de l'industrie et l'accroissement des moyens de communication, c'est-à-dire le développement même du capitalisme, rendent inéluctable l'union grandissante des ouvriers dans la lutte contre les patrons et que ce développement sape donc du même coup « sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et de domination », c'est-à-dire la dispersion et l'absence d'organisation propre de la classe ouvrière.

Dans cette première affirmation de la doctrine marxiste qu'est le *Manifeste*, la constitution du prolétariat en classe par l'union grandissante contre le patronat apparaît encore comme un *seul et même processus* que sa constitution en parti.

De même, la seule différence qui est faite entre ce que l'on appelle aujourd'hui « lutte économique » (« la lutte de classe à son point de jaillissement » disait Marx) et la lutte de classe au sens plein du terme, c'est-à-dire la « lutte politique », c'est que la première est encore « locale » et la seconde d'ampleur « nationale » : « Il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales qui partout revêtent le même caractère en une lutte nationale, en une lutte de classe. Mais toute lutte de classe est une lutte politique » (*Manifeste*).

Un siècle après, notre courant a expliqué cette vision d'une puissance simplifiée. « En 1848, il n'y avait pas grand danger qu'en disant lutte politique pour dire lutte révolutionnaire, quelqu'un comprenne ou feigne de comprendre lutte électorale, pacifique, légalitaire. Justement parce que les révolutions bourgeoises étaient soit de date récente, soit encore à l'ordre du jour, il était clair que les *revendications politiques se défendent par la guerre civile* ». (Sur le Fil du Temps, Mouvement social et lutte politique, reproduit dans le *prolétaire*, n° 121).

5) Il est aisé, plus d'un siècle après le *Manifeste*, de constater que le processus historique a été beaucoup plus compliqué qu'il n'était alors prévu, puisque si

l'organisation syndicale existe aujourd'hui dans tous les pays civilisés — et même dans d'ex-colonies émergeant à peine de la barbarie — la constitution du prolétariat en parti politique mondial est revenue au point zéro avec la terrible faille de la IIIe Internationale.

Pourtant, cette constatation serait stérile (et bien pis, grosse d'une déviation à la Marcuse qui, comme chacun sait, affirme que la classe ouvrière n'a plus de mission révolutionnaire puisqu'elle est incapable de remplir celle que le marxisme lui avait découverte) si l'on ne comprenait pas les raisons non seulement historiques mais de principe qui font que le *Manifeste* considère comme un *seul et unique processus* « l'organisation du prolétariat en classe » par « l'union grandissante des travailleurs » et sa « constitution en parti politique » — et qui font aussi que la Ire Internationale groupait indifféremment sous une même direction centralisée associations économiques et partis prolétaires.

6) Les raisons historiques tiennent toutes dans le fait que jusqu'à une époque relativement tardive après sa victoire sur l'ancien régime, la bourgeoisie interdit tous les types d'associations — associations patronales aussi bien qu'associations économiques ouvrières — en tant que résurrection des corporations de l'ancien régime.

En fait, par leur seule existence, de telles associations constituaient un défi aux principes politiques sacro-saints de la doctrine libérale, puisque celle-ci exclut tout corps intermédiaire entre le gouvernement et les citoyens. Ceux-ci ne sont pas en effet censés élire des députés pour défendre leurs intérêts particuliers ; ces députés sont des représentants de « la nation » et par l'élection se dégage une « volonté générale » distincte par principe des volontés individuelles. Ça aurait donc été falsifier cette merveilleuse transmutation imaginée par la mensongère doctrine de la « souveraineté nationale » que d'admettre qu'entre leurs représentants légaux et les citoyens puissent s'insérer les représentants d'une volonté particulière de groupe. Aux yeux du libéralisme, donc, la manifestation d'une telle volonté était en elle-même séditeuse, et il fallut les pressants besoins du développement capitaliste lui-même pour que l'Etat bourgeois tolère les associations patronales, bien avant même simplement de songer à permettre celles des ouvriers.

Bien entendu, cette doctrine libérale en politique répondait aux conditions du premier stade du capitalisme et se doublait d'un libéralisme économique selon lequel le libre jeu des intérêts individuels devait assurer le minimum d'« injustices » et le maximum d'efficacité, et le *marché* tranchant entre les prétentions de chacun en arbi-

tre souverain, ce qui revenait à ériger les lois bien matérielles de la concurrence en justice transcendante sans appel.

Dans la pratique, cette doctrine devait jouer bien plus rigoureusement, on s'en doute, contre les associations des ouvriers que contre celles des employeurs. C'est ainsi que la loi Le Chapelier en France (juin 1791) interdit « aux ouvriers et compagnons d'un art quelconque de nommer, lorsqu'ils se trouveront ensemble, ni présidents, ni secrétaires, de tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus (Ndr sic !) intérêts communs ».

De la même façon, la loi du Parlement anglais de juillet 1799 interdit aux ouvriers « de se concerter pour leurs salaires, pour imposer l'emploi de certains d'entre eux ou pour établir quelque règlement que ce soit, sous peine de prison ou de travaux forcés ».

La liberté d'association que l'absolutisme avait condamné comme « crime de monopole » (le seul monopole licite étant le sien), la bourgeoisie le repoussait donc plus hypocritement au nom de la « liberté du travail » et comme un « retour en arrière » vers le système désuet et réactionnaire des corporations.

Or si en Angleterre, la loi sur les coalitions a été abrogée dès 1825, il faudra attendre 1864 en France pour voir l'Etat bourgeois abolir le délit de coalition, demi-mesure qui autorisait l'action commune sans accorder pour autant le droit d'association. Ce dernier ne sera concédé qu'en 1884, et encore sous des conditions — dépôt de statuts et liste nominative des dirigeants — qui feront dire aux guesdistes : « La grande loi démocratique de la IIIe République n'est qu'une loi de police réactionnaire ». A quelques différences de rythme près, on pourrait suivre la même évolution de la politique bourgeoise à l'égard des syndicats dans tous les pays capitalistes.

7) Il faut maintenant considérer les raisons de principe pour lesquelles le *Manifeste* présente la constitution du prolétariat en associations économiques permanentes et sa constitution en parti politique distinct de tous les partis de la classe adverse comme un *seul et même processus*.

Comme le notait déjà « Mouvement social et lutte politique » ci-dessus cité, « la thèse du sous-marxisme et de l'opportunisme ne s'écrivait pas encore comme à l'époque du capitalisme pacifique dans les termes : lutte de classe égale lutte pour les intérêts ouvriers, mais par le moyen de la démocratie, du suffrage universel, des partis légalitaires et parlementaires. Elle s'écrivait précisément dans ces autres termes : action pour l'amélioration sociale des conditions de vie des travailleurs en dehors des ques-

tions du pouvoir politique. Mais aux deux époques historiques, la conclusion qu'on en déduisit, était la même : renonciation à la lutte pour abattre le pouvoir constitué de l'Etat et pour en détruire l'appareil.

« C'est seulement à une époque plus récente qu'on a entendu parler de partis ouvriers usant de moyens légaux et repoussant la révolution par des moyens violents. Alors, on parlait seulement d'action pour améliorer les conditions de vie des ouvriers par des mesures sociales, mais non au moyen d'actions de parti, et encore moins de partis formés par les ouvriers eux-mêmes ». La chose restera vraie encore longtemps, si l'on songe à la tenacité de la *déviaton syndicaliste*.

Dès son origine donc, le Parti prolétarien proclame que la seule existence des associations économiques des travailleurs ravales au niveau de « sectes réactionnaires » les utopistes qui, « à beaucoup d'égards étaient des révolutionnaires à une époque où la lutte des classes n'était pas suffisamment développée pour qu'ils puissent apercevoir du côté du prolétariat aucune spontanéité historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre ». Mais il proclame aussi que ces associations n'atteignent leur but — l'émancipation des travailleurs — qu'à la condition que le prolétariat organisé embrasse la doctrine du Parti prolétarien, la doctrine du Communisme, c'est-à-dire de la révolution politique violente et de la dictature du prolétariat comme condition *sine qua non* de la grande transformation sociale qui aboutit nécessairement à l'abolition des classes.

Avec son action au sein de la Ire Internationale, le Parti prolétarien a donné une première application ineffaçable de sa conception matérialiste de l'histoire. Celle-ci se résume sans contestation possible de la façon suivante : la victoire finale du prolétariat sera le résultat de l'*alliance du mouvement réel et du socialisme scientifique* ou, en d'autres termes, des associations économiques prolétaires pour la lutte contre le patronat et du parti révolutionnaire de la classe.

L'échec de la Ire Internationale a résulté de l'immaturation du prolétariat dans cette première phase. Cette immaturité ne lui permit pas encore de faire siennes les thèses du Parti, c'est-à-dire les thèses du socialisme scientifique. Engels prévoyait, dans un texte célèbre, que dans la phase suivante, la classe ouvrière internationale, et en particulier allemande, surmonterait cette immaturité.

Ce fut en effet le cas dans une certaine mesure, mais de façon non définitive, et surtout non sans une nouvelle déviation — la déviation social-démocrate.

(à suivre)

QU'EST-CE QUE L'A. J. S.

Sous ce titre la Ligue Communiste vient de faire paraître une brochure visant à réfuter les thèses de l'organisation trotskyste rivale (parmi d'autres !) qu'est l'O. C. I. (Organisation Communiste Internationaliste) dont le mouvement de jeunesse, l'A. J. S. (Alliance de Jeunes pour le Socialisme) regroupe le gros des militants.

Point n'est besoin d'aller fort avant dans la lecture pour s'apercevoir que trotskysme et marxisme n'ont en commun que la rime.

Le fondement programmatique du trotskysme, quel que soit le courant qui s'en réclame, c'est le Programme de Transition écrit et publié en 1938 par Trotsky. Dans une brochure intitulée « Une discussion avec Trotsky sur le Programme de Transition », Trotsky dit à la première ligne :

« La signification du programme, c'est le sens du Parti ». La signification du programme de transition c'est donc le sens de la IVe Internationale, éclatée ou pas, « à reconstruire » ou non.

L'O. C. I. qui sait cela, s'est faite contre vents et marées championne du Programme de Transition. Comment diantre dès lors la Ligue va-t-elle pouvoir, sans se renier elle-même, attaquer l'O. C. I. sur ce point ?

A la première page de son Programme, Trotsky écrit :

« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. »

Ainsi en 1938, depuis longtemps déjà les forces productives ont cessé de croître : l'O.C.I.

AJS n'en démord pas... depuis longtemps déjà. Dans cette affaire, plusieurs choses gênent la Ligue : telle statistique de l'INSEE sur l'indice de production industrielle en France par exemple, qui montrerait au dernier des amblyopes que non seulement les forces productives continuent à croître, mais que depuis la deuxième guerre mondiale elles ne sont jamais aussi bien portées ; ou l'évolution du volume total de la production des principaux pays capitalistes ; ou encore le taux de croissance de la production par tête de la population dans ces mêmes pays.

Lénine qui ne disposait pas des statistiques de l'INSEE, écrivait en 1916 dans « L'Impérialisme » :

« Mais ce serait une erreur de

(Suite page 4)

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 375
13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Versements :

« le prolétaire »
C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
(pli fermé : 27 F et 14 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

- ◆ « prolétaire » : 6 mois.
- ◆ « prolétaire » : 1 an.
- ◆ « programme communiste ».
- ◆ Combiné.

(entourer le signe)

QU'EST-CE QUE L'A. J. S.

(Suite de la page 3)

croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre).

Marx lui-même écrivait en 1848 (c'est un comble !) :

« Depuis des dizaines d'années l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit d'évoquer les crises commerciales qui, par leur périodicité, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes.

« Comment la bourgeoisie surmontera-t-elle ces crises ?

D'une part, en détruisant par la violence une masse de forces productives, d'autre part en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant à fond les anciens. Quels en sont les effets ? La préparation de crises plus générales et plus puissantes ; ce qui revient à diminuer les moyens de les éviter » (Manifeste du Parti Communiste, coll. 10-18, pp. 27-28).

Pour le marxisme, c'est clair ; pour le trotskisme, beaucoup moins. Mais il en faut d'autre pour l'abattre. La Ligue nous explique :

« Trotsky décrit la réalité qu'il a sous les yeux : en 1938, lorsqu'il rédige le Programme de Transition, la production industrielle est partout en régression sur son niveau de 1929. »

Et voilà ! Il suffisait d'y penser : le programme de transition a une valeur CONJONCTURELLE ; d'ailleurs, laissons parler Trotsky :

« Marx et Engels attendirent une révolution toute leur vie. Et surtout pendant les années de 1848-1850, ils s'attendirent à une révolution sociale. Pourquoi ? Ils disaient que le système capitaliste était devenu un frein au développement des forces productives. Était-ce correct ? Oui et non. C'était juste dans le sens que si les ouvriers avaient été capables de satis-

faire aux besoins du 19^e siècle, et de prendre le pouvoir, le développement des forces productives aurait été plus rapide et la nation plus riche (sic !). Mais étant donné que les ouvriers n'en furent pas capables, le système capitaliste demeura avec ses crises, etc.

« Pourtant la ligne générale était ascendante. La dernière guerre de 1914-1918 fut le résultat de l'étroitesse du marché mondial pour le développement des forces productives et chaque nation tenta d'éliminer toutes les autres nations afin de s'emparer du marché mondial. Elles n'y réussirent pas et maintenant nous voyons que la société capitaliste entre dans une nouvelle phase. Ils furent nombreux à dire que c'était le résultat de la guerre, mais la guerre est le résultat du fait que la société a épuisé ses possibilités. La guerre n'était que l'expres-

sion de l'incapacité d'une plus grande expansion.

« Après la guerre, nous avons eu les crises historiques devenant de plus en plus aiguës. Le développement capitaliste fut partout caractérisé par la prospérité et puis les crises, mais le nombre des crises et des périodes de prospérité augmentait. Au début de la guerre, nous voyons que les cycles des crises et des périodes de prospérité forment une ligne de déclin. Cela signifie maintenant que la société a totalement épuisé ses possibilités internes et doit être remplacée par une nouvelle société ou alors l'ancienne société va à la barbarie tout comme la civilisation de la Grèce et de Rome après avoir épuisé ses possibilités et ne pouvant être remplacée par une autre classe » (Discussion avec Trotsky sur le Programme de Transition).

LIGUE COMMUNISTE OU CLUB CONTORSIONNISTE ?

Mais l'O.C.I. ne veut pas être en reste : vous pensez bien qu'elle aussi connaît les courbes de production, mais elle n'est pas simpliste, elle ne se fie pas aux apparences et à son tour, à sa manière, elle sauve le programme de transition avec les forces DESTRUCTIVES : les forces productives ont cessé de croître, car elles ne servent plus à accroître les richesses matérielles de l'humanité, elles servent de plus en plus à fabriquer des moyens de destruction : elles sont donc devenues des forces destructives.

Marx n'en reviendrait pas, Engels non plus, d'ailleurs, bien

que la Ligue s'empresse de le citer maintenant qu'elle a sauvé, comme nous avons vu, le programme de Trotsky :

« L'industrie reste l'industrie, qu'elle s'oriente vers la production ou la destruction d'objets » (Anti-Dühring, Ed. Soc., p. 200). Ce qui importe dans le cycle de la reproduction élargie du capital, ce n'est pas la valeur d'usage des produits, mais leur valeur d'ECHANGE, le fait qu'ils soient des marchandises et qu'ils permettent la réalisation de la plus-value qu'elles contiennent grâce à l'emploi dans leur fabrication du travail salarié, de la MARCHANDISE FORCE DE TRAVAIL. »

L'O. C. I. OU L'IMAGINATION AU POUVOIR ?

Conjoncturel, innovateur, mais sauvé : le programme de transition n'a pas survécu au trotskysme.

Mais le Trotsky du programme de transition n'est déjà plus le grand Trotsky d'Octobre : à l'ampleur de la contre-révolution qu'il se refuse à voir, il oppose une plateforme de revendications transitoires comme autant de tactiques éducatives, de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, au gouvernement ouvrier et paysan. De la prémisse de la stagnation des forces productives comme prélude déjà atteint à la révolution prolétarienne, il déduit que « la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat », c'est-à-dire que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ».

Les conditions objectives sont désormais mûres, ne manquent que les conditions subjectives. Ainsi la révolution devient un problème psychologique de prise de conscience sur un fond de crise permanente du capital, traduite par la stagnation des forces productives, qui constitue les conditions objectives.

L'O. C. I. reprend intégralement cette analyse et les conclusions politiques en y ajoutant quelques assaisonnements de son cru ou plutôt repris à ce que l'Internationale Communiste a produit de plus néfaste tactiquement au moment du reflux de la vague révolutionnaire à l'échelon du globe, telle la tactique du front unique en l'aggravant de ce que la caricature est au portrait (F. U. ouvrier).

L'O. C. I. se bat contre la déqualification et la déchéance généralisée des travailleurs, la désalphabétisation, la déscolarisation, la destruction de l'Education Nationale, conséquences ultimes du postulat qu'elle soutient même contre l'évidence : les forces productives ont cessé de croître.

La Ligue ne se fait pas faute à nouveau, chiffres à l'appui, de souligner le caractère délirant de ces assertions, mais c'est pour tomber, fuyant le "sectarisme" mythique, dans

formation dans les idées, il n'y a d'immuable que l'abstraction du mouvement *mors immortalis* » (Marx : "Misère de la Philosophie").

Les rapports sociaux résultant du développement des forces productives éclatent sous la pression de ces forces. A l'époque capitaliste où la force de travail est socialement devenue une marchandise, « la bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire tout l'ensemble des rapports sociaux. La conservation immobile de l'ancien mode de production était au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de l'existence » (Manifeste Communiste).

A l'époque impérialiste caractérisée par Lénine comme l'époque où « le capitalisme (est) arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » (L'Impérialisme...) à cette époque de putréfaction et de parasitisme des Etats rentiers vivant de la tonte des coupures des pays qu'ils dominent, le développement du capitalisme dans l'ensemble n'en est pas moins infiniment plus rapide quoique généralement plus inégal (pourrissement dans les pays les plus riches en capital).

A cette époque impérialiste qui est la nôtre le capitalisme n'a pas changé de nature, il a simplement exacerbé ses contradictions et les façons qu'il a de les résoudre restent les mêmes, la plus efficace restant la destruction massive de produits et de forces productives par des guerres de plus en plus destructrices. Le niveau des forces productives chute donc avec chaque guerre ainsi que le montrent entre autres les statistiques avancées par la Ligue dans sa brochure, mais comme le dit Marx dans le Manifeste, les contradictions se retrouvent posées à un niveau supérieur ("préparation de crises plus générales"), ce qui revient à diminuer les moyens de les éviter.

La vision marxiste rend parfaitement compte du trajet en dents de scie des forces productives mais où chaque nouvelle dent se trouve à un niveau supérieur à celui de la précédente.

Le catastrophisme historique marxiste prévoit l'inéluctabilité de nouvelles guerres de plus en plus importantes comme étant la conséquence logique de l'agonie du capitalisme : la seule solution radicale à ces convulsions mortelles, c'est la révolution communiste. Mais celle-ci ne se fera pas en essayant de radicaliser par des « trucs » une classe qui n'existe aujourd'hui encore pratiquement pas « pour soi », qui reste dans l'ensemble une masse atomisée d'ouvriers ; cette révolution résultera de la reconstitution de la classe catalysée et dirigée par le Parti Communiste International, la classe et son Parti renaissant de la dernière défaite révolutionnaire qui a fait suite à la victoire d'Octobre, défaite proportionnelle à l'intensité de ce nouvel « assaut au ciel ».

« Sous son impulsion, le Secrétariat International entreprit de faire prendre conscience au mouvement trotskyste de la réalité de la nouvelle période, non sans erreurs ni outrances (notamment dues à la sous-estimation des capacités d'adaptation du capitalisme et d'un certain catastrophisme économiciste, perpétué aujourd'hui par les lambertistes, mais propre alors à toute l'Internationale » (Quest-ce que l'A.J.S., p. 81).

Quels stratèges ! Passons sur « l'extension de la révolution sous la bannière du stalinisme » (quand même !) pour admirer en toute quiétude le « modernisme » de Pablo et de la Ligue qui ont su secouer le catastrophisme économiciste poussiéreux « propre alors à toute l'Internationale » : le réalisme opportuniste nous mène toujours inexorablement de l'avant : de l'avant-Marx ! La « nouveauté » de l'opportunisme n'est que l'expression de son invariance d'opportunisme. A cette invariance, le marxisme oppose la sienne : l'invariance programmatique qui va du Manifeste de 1848 à l'Octobre rouge, et sonnera le glas de toute domination de classe :

« Il y a un mouvement continu d'accroissement des forces productives, de destruction dans les rapports sociaux, de

Leur Premier Mai et le Nôtre

(Suite de la première page)

Prolétaires, Camarades,

Fils de trois générations de vaincus de la lutte de classe, jamais nous n'avons été si désunis internationalement qu'aujourd'hui.

Pour la enième fois cette année, le 1er Mai sera célébré comme une fête nationale dans de multiples pays capitalistes ou soi-disant « socialistes » au complet mépris de l'esprit internationaliste initial.

Pour la enième fois, des politiciens et des syndicalistes domestiqués, tous renégats militant non pour le retour « des richesses issues du travail commun » à ceux qui les produisent « sans distinction de sexe ni de nationalité », mais pour l'expansion la plus rapide de l'économie nationale, saisiront l'occasion pour célébrer le Progrès et d'absurdes « voies nationales » à des « socialistes » fictifs et pour prononcer en l'honneur de la Démocratie qui nous opprime depuis plus d'un siècle des discours que même les plus naïfs socialistes de 1890 auraient énergiquement sifflés !

Valets de Moscou ou de Washington, du Vatican ou de Pékin, ils vous appellent à protester pacifiquement contre l'impérialisme, eux qui ont poussé deux générations ouvrières à s'entretenir dans une lutte fratricide pour le progrès, la démocratie, la culture ; contre le fascisme et comble d'infamie, pour « le socialisme dans un seul pays » ! Eux qui ont ainsi 80 millions de morts sur la conscience, ils veulent vous

convaincre d'être des pacifistes et de renoncer même en pensée à toute violence révolutionnaire !

Muets sur « l'affranchissement du travail » et « l'abolition du salariat », ils vous invitent non pas à détruire le capitalisme qui fait de votre force de travail une marchandise qu'il paie le moins cher possible alors que la société regorge de richesses inouïes, mais à « faire valoir vos droits » dans le cadre étouffant de cet esclavage, par des luttes « responsables », c'est-à-dire sans troubler ni le repos de la bourgeoisie ni l'ordre public !

Reposant la prise révolutionnaire du pouvoir, ils tentent de vous terrifier en agitant l'épouvantail fasciste, vous font de grandes promesses électorales dont la bourgeoisie doit bien rire, elle qui sait qu'avant de tels chefs elle peut vous imposer tout ce qu'elle veut. Bref, ils font le possible et l'impossible pour dissimuler cette vieille vérité toujours jeune : la démocratie parlementaire n'est que la dictature du capital !

Pas étonnant alors que sur leurs estrades de saltimbanques politiques, les drapeaux bi ou tricolores des massacres impérialistes remplacent partout le drapeau rouge de la révolution prolétarienne et que, dans les défilés, les hymnes nationaux étouffent le chant libérateur de l'Internationale ! Si grande est la force et l'impudence de la contre-révolution !

Prolétaires, Camarades,

Laissez-vous une fois de plus la canaille bourgeois et pseudo « communiste » ou « socialiste » débiter impunément ses mensonges, fouler aux pieds toutes les traditions du Communisme et s'annexer cyniquement le 1er Mai des prolétaires du monde ?

Renoncez-vous une fois de plus aux principes fondamentaux de lutte sans quartier contre l'exploitation capitaliste, pardessus toutes les frontières : d'organisation politique en un Parti et une Internationale révolutionnaires luttant pour la destruction de tous les Etats nationaux, pour la dictature du prolétariat de tous les pays ?

Non ! La renonciation à ces principes, à cette pratique a coûté déjà trop cher à la classe ouvrière mondiale et aux petits peuples opprimés engagés dans

une lutte trop inégale contre les grandes métropoles ! Sans un retour à ces principes, à cette pratique, rien ne nous sauvera des nouveaux désastres auxquels le capital nous conduit et que tous déplorent sans vouloir combattre !

Huez les discours patriotiques, « progressistes » et expansionnistes de tous les faux « socialistes » et « communistes » officiels !

Opposez aux éléments pacifistes, démocratiques et frontistes des faux gauchistes le triple mot d'ordre :

Internationale ouvrière !
Révolution sociale et dictature prolétarienne !

Communisme mondial !

PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL.

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.